

Bulletin

RÉUNION PRÉPARATOIRE DE HAUT NIVEAU DE LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR L'EAU DAKAR

Lundi 26 Janvier 2026

Ensemble pour un meilleur futur de l'eau

Editorial

Une étape décisive

La Réunion préparatoire de haut niveau de Dakar qui démarre aujourd'hui revêt une importance décisive. Elle devra permettre de consolider le contenu des six dialogues interactifs, d'aligner les priorités des parties prenantes avec l'agenda des Objectifs de Développement durable (ODD), d'impulser les orientations stratégiques et de structurer les projets de messages politiques de la Conférence. Elle constituera également le point de départ d'une dynamique diplomatique forte, de Dakar aux Emirats arabes unis, en direction de la Conférence de décembre 2026.

Pour atteindre cet objectif, Dakar sera pendant deux jours la capitale mondiale de l'eau. Tous les acteurs qui ont un rôle déterminant à jouer pour qu'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement ne relève plus de l'utopie. Si l'ONU œuvre pour la paix et le développement sur les différents continents, il est évident que l'accès à l'eau et à l'assainissement doit être au sommet de l'agenda international et des processus multilatéraux. C'est pourquoi, il faut saluer la forte mobilisation qui va permettre une réflexion collective et inclusive afin que Dakar soit une étape déterminante vers la Conférence et l'atteinte de l'ODD 6.



Le Chef de l'Etat, Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar Faye, préside ce lundi 26 janvier 2026 au CICAD la Réunion préparatoire de haut niveau de Dakar de la Conférence des Nations Unies sur l'eau. Après le 9ème Forum mondial de l'eau en mars 2022, le Sénégal va offrir une plateforme unique aux acteurs du monde entier pour dresser la feuille de route et lancer les débats dans la perspective du grand rendez-vous d'Abu Dhabi en décembre 2026.

SITUATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

URGENCE DE NOUVELLES ACTIONS CONCRÈTES PARTOUT À TRAVERS LE MONDE

La réunion de haut niveau de Dakar doit offrir l'opportunité de mobiliser la communauté internationale pour des actions concrètes permettant d'inverser les tendances actuelles

1. Situation mondiale de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement

L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement demeure un défi majeur à l'échelle mondiale, malgré les progrès enregistrés au cours des deux dernières décennies. Selon le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP), 2,1 milliards de personnes dans le monde ne disposaient pas, en 2024, de services d'eau potable gérés en toute sécurité, dont plus de 100

millions dépendaient directement de sources d'eau de surface non améliorées (OMS & UNICEF, 2025).

En matière d'assainissement, la situation reste encore plus préoccupante. Le même rapport estime que 3,4 milliards de personnes n'avaient pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, parmi lesquelles environ 354 millions pratiquaient encore la défécation à l'air libre, exposant les populations à des risques sanitaires majeurs (OMS & UNICEF, 2025). Par ailleurs, 1,7 milliard de personnes ne disposent pas d'installations d'hygiène de base à domicile, compromettant les efforts de prévention des maladies hydriques et infectieuses (UNICEF, 2025).

Ces déficits sont marqués par de fortes inégalités géographiques et socio-économiques. Les populations vivant dans les pays les moins



avancés sont plus de deux fois plus susceptibles d'être privées de services d'eau potable et d'assainissement que celles des pays à revenu intermédiaire ou élevé, illustrant le caractère profondément inégal de l'accès aux services essentiels (UNICEF & OMS, 2025).

2. Progrès et limites dans l'atteinte de l'Objectif de développement durable 6

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, des avancées ont été observées, notamment une augmentation de la couverture mondiale des services d'eau potable gérés en toute sécurité, passée de 68 % en 2015 à environ 74 % en 2024 (UNICEF DATA, 2025). Toutefois, ces progrès restent insuffisants pour atteindre les cibles de l'ODD 6 à l'horizon 2030, en particulier en ce qui concerne l'assainissement et l'hygiène.

Les disparités entre zones urbaines et rurales persistent fortement. Les zones rurales concentrent encore la majorité des populations sans accès aux services essentiels, soulignant la nécessité de politiques ciblées et d'investissements différenciés pour réduire les inégalités territoriales (OMS & UNICEF, 2025). Les rapports d'ONU-Eau rappellent que, au rythme actuel, plusieurs pays n'atteindront pas les objectifs fixés sans une accélération significative des investissements et des réformes institutionnelles (UN-Water, 2025).

3. Situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique

L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus en retard en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Une proportion importante de la population n'a toujours pas accès à des services gérés en toute sécurité, ce qui se traduit par une forte prévalence des maladies hydriques, notamment le choléra, régulièrement signalé lors d'épidémies majeures sur le continent (Reuters, 2025 ; UNICEF, 2025).

Les principaux facteurs explicatifs identifiés dans la littérature incluent la croissance démographique rapide, l'urbanisation non

planifiée, l'insuffisance des infrastructures, les capacités institutionnelles limitées et les impacts croissants du changement climatique, qui accentuent les épisodes de sécheresse et d'inondation (UN-Water, 2025). Ces contraintes structurelles entravent la fourniture durable de services d'eau et d'assainissement, en particulier dans les zones urbaines informelles et les régions rurales enclavées.

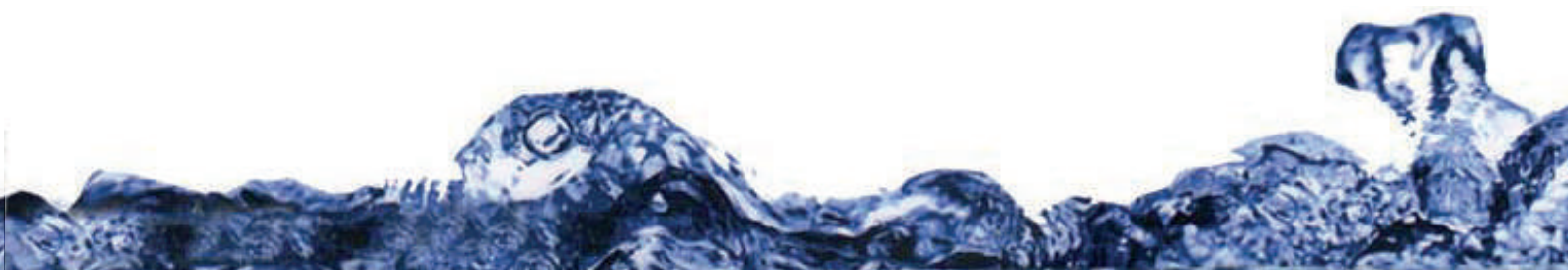
4. Enjeux sanitaires, sociaux et politiques

L'absence d'accès à l'eau potable et à l'assainissement constitue un déterminant majeur des inégalités sociales et sanitaires. Les rapports de l'UNICEF et de l'OMS montrent que les populations les plus vulnérables, enfants, femmes et communautés marginalisées, sont les plus exposées aux maladies hydriques, à la malnutrition et à la mortalité évitable (OMS & UNICEF, 2025).

La littérature internationale insiste sur la nécessité d'adopter des approches intégrées, fondées sur les droits humains, les données probantes et la résilience climatique, afin d'accélérer les progrès vers l'ODD 6. Cela implique notamment le renforcement de la gouvernance du secteur, la mobilisation de financements durables, l'innovation technologique et l'implication accrue des collectivités locales et de la société civile (UN-Water, 2025).

Références bibliographiques

- OMS & UNICEF (2025). *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000–2024: Special focus on inequalities. Joint Monitoring Programme (JMP)*.
- UNICEF (2025). *Fast facts: 1 in 4 people globally still lack access to safe drinking water*. UNICEF Press Release.
- UNICEF DATA (2025). *JMP Report 2025: Progress on household drinking water, sanitation and hygiene*.
- UN-Water (2025). *Water, sanitation and hygiene: Global progress and challenges*.
- Reuters (2025). *Congo battles worst cholera outbreak in 25 years, UNICEF says*.



CHEIKH TIDIANE DIÈYE, MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT DU SÉNÉGAL

Produire des résultats concrets à travers une vision holistique et transformatrice de l'agenda mondial de l'eau à l'horizon 2030



La Conférence des Nations Unies sur l'Eau 2026 s'inscrit dans la continuité de la dynamique mondiale relancée en 2023 à New York autour de la 2ème édition. Elle marque une étape décisive conduisant la communauté internationale à dépasser les engagements déclaratifs pour accélérer la mise en œuvre de l'Objectif de Développement durable (ODD) n° 6 et produire des résultats concrets à travers une vision holistique et transformatrice de l'agenda mondial de l'eau à l'horizon 2030 ; ce qui place durablement l'eau et l'assainissement au cœur des priorités internationales de développement



C'est dans cet esprit que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, en septembre 2024, la résolution définissant les modalités de la Conférence de 2026 et confiant au Sénégal et aux Émirats arabes unis la co-organisation.

Le choix porté sur notre pays pour coorganiser cet événement d'envergure mondiale avec les Émirats arabes unis ne relève nullement du hasard. Il consacre le rôle politique croissant du Sénégal en tant qu'acteur crédible, engagé et fédérateur relativement aux enjeux liés à l'eau et à l'assainissement.

Au fil des années, le Sénégal a démontré sa capacité à porter des messages structurants et à favoriser des cadres de dialogue inclusifs, notamment à travers l'organisation réussie du 8ème Forum mondial de l'eau en 2022 et l'adoption de la Déclaration de Dakar qui continue de nourrir les réflexions internationales sur la sécurité de l'eau, la paix et le développement durable.

La co-organisation d'une Conférence des Nations Unies sur un enjeu aussi vital que l'eau offre une visibilité internationale accrue, renforce notre influence diplomatique et constitue une opportunité pour accélérer les politiques publiques, attirer des investissements et mobiliser des financements, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.

Ainsi, au regard de notre expérience et de notre engagement sur la scène internationale, le Sénégal, aux côtés des Émirats arabes unis, a conduit depuis mai 2024 une année de consultations informelles intensives, associant les États membres, les entités du système des Nations Unies, le secteur privé, la société civile et le monde académique. Ces échanges ont permis de bâtir une approche résolument inclusive et de préparer les étapes formelles décisives du processus à New York.

L'année 2025 a été marquée par deux étapes importantes. La session de consultation du 03 mars a permis de recueillir les contributions des États membres sur les thématiques des dialogues interactifs. Puis, le 09 juillet, sous l'égide du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, les six (06) thèmes des dialogues interactifs ont été adoptés par consensus. Il s'agit : (1) l'eau pour les populations, (2) l'eau pour la prospérité, (3) l'eau pour la planète, (4) l'eau pour la coopération, (5) l'eau dans les processus multilatéraux et (6) les investissements pour l'eau.

Dans cette continuité, un appel à candidatures a été lancé par les Nations Unies, le Sénégal et les Émirats arabes unis pour désigner les co-présidents de ces dialogues. Chaque dialogue devant être co-présidé par un pays développé et un pays en développement. Cette étape est essentielle pour structurer la feuille de route et garantir l'équilibre politique de la Conférence.

C'est dans ce contexte que la Réunion préparatoire de haut niveau de Dakar revêt une importance décisive. Elle devra permettre de consolider le contenu des six (06) dialogues interactifs, d'aligner les priorités des parties prenantes avec l'agenda des Objectifs de Développement durable (ODD), d'impulser les orientations stratégiques et de structurer les projets de messages politiques de la Conférence. Elle constituera également le point de départ d'une dynamique diplomatique forte, de Dakar à Abu Dhabi, en direction de la Conférence de décembre 2026.

La Conférence des Nations Unies sur l'Eau 2026 et la Réunion de haut niveau de Dakar offrent au Sénégal une opportunité stratégique de faire le lien entre ses priorités nationales, les ambitions africaines et les dynamiques globales.



UNE RÉUNION DE GRANDE IMPORTANCE STRATÉGIQUE



En tant qu'événement préparatoire majeur, la Réunion de haut niveau de Dakar sera un moment clé pour explorer les contributions au processus préparatoire et co-crée une ambition commune pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026.

Se tenant près d'un an avant la Conférence, la Réunion de haut niveau de Dakar jettera les bases de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026. Elle offrira une occasion unique et opportune de susciter un engagement politique de haut niveau, de jeter les bases d'actions et de partenariats, et d'initier des discussions sur les six thèmes de dialogue interactif.

La Réunion de haut niveau de Dakar examinera les progrès accomplis et les lacunes dans la

mise en œuvre de l'Objectif de développement durable n° 6 et permettra d'échanger des idées pour accélérer la réalisation des objectifs et cibles relatifs à l'eau convenus au niveau international, notamment ceux figurant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La feuille de route du Sénégal aux Émirats arabes unis est un plan d'action d'un an qui permettra de créer une dynamique politique et d'obtenir des résultats concrets pour l'eau. Chaque étape de ce parcours contribue de manière précieuse à une conférence percutante et axée sur l'action qui tiendra sa promesse d'accélérer la mise en œuvre de l'ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement, gérés de manière durable.



SIX DIALOGUES INTERACTIFS DE HAUT NIVEAU

Des Tables rondes de lancement des discussions sur les six thèmes des dialogues interactifs seront organisés. Le but de ces tables rondes est d'initier des discussions sur le contenu, la conception et les interconnexions entre les six dialogues interactifs qui prendront place pendant la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2026.

Les discussions vont porter les contributions soumises durant le processus de consultation par les États

Membres, le système des Nations Unis et les parties prenantes, pour les documents de réflexion, pour chacun des thèmes des dialogues interactifs de la Conférence. À partir de ces contributions, les participants contribueront activement à la mise en forme des dialogues interactifs pour la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2026.

Les six discussions des tables rondes seront présidées par les coprésidents nouvellement nommés, représentés au niveau ministériel, et seront organisées en collaboration avec le UN DESA et UN-Water. Les tables rondes s'appuieront sur les discussions pertinentes tenues lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 et sur les dernières données et informations pour examiner la situation actuelle, identifier les défis majeurs et les solutions, et formuler des recommandations, en prenant en considération le [Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6](#) et ses cinq accélérateurs : le financement, les données et les informations, le développement des capacités, l'innovation et la gouvernance. Les discussions mettront un accent particulier sur les actions visant à accélérer les progrès dans ces domaines respectifs.

Les participants auront également l'opportunité de proposer des suggestions concrètes sur la manière de rendre le format des dialogues interactifs plus collaboratif.

a) L'eau pour les populations

- Depuis 2015, des progrès réels ont été accomplis. Près d'un milliard de personnes ont désormais accès à l'eau potable et 1,2 milliard à des installations sanitaires adéquates. (OMStiUNICEF, 2025)
- Malgré ces avancées, un quart de la population mondiale – soit 2,1 milliards de personnes – vit encore sans eau potable et près de la moitié de l'humanité – soit 3,4 milliards de personnes – vit sans installations sanitaires adéquates. Nous devons accélérer nos efforts huit fois plus en matière d'eau potable et six fois plus en matière d'assainissement pour atteindre ces objectifs. (OMStiUNICEF, 2025)
- En 2023, 77 % des écoles dans le monde disposaient d'un service d'eau potable de base, tandis que 447 millions d'enfants n'y avaient pas accès dans leur école.
- Sept femmes et filles sur dix âgées de 15 ans et plus sont principalement chargées d'aller chercher de l'eau – ce qui les expose à des violences sexistes et compromet leur santé, leur éducation et leur participation économique.
- Les communautés rurales continuent d'accuser un retard considérable par rapport aux communautés urbaines, l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de base y étant souvent trois fois moins important.
- Afin de garantir à tous le droit à l'eau et à l'assainissement, il est impératif de donner la priorité aux besoins des populations les plus vulnérables, notamment les femmes, les filles, les personnes handicapées, les personnes sans abri, les habitants des bidonvilles et les demandeurs d'asile.



- La réalisation du droit humain à l'eau et à l'assainissement exige une transformation de la conception et de la prestation des services afin de garantir une distribution équitable : placer les personnes au cœur du dispositif, lutter contre les inégalités et ancrer les actions dans des obligations juridiques. Une fois respectés, ces droits constituent un puissant catalyseur pour des communautés plus saines, des économies plus fortes et des sociétés plus équitables. (Note d'information du Secrétaire général, 2025)
- L'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène est essentiel à la santé mondiale. La réalisation de ces objectifs permettrait de sauver 829 000 vies par an, soit le nombre actuel de personnes qui meurent de maladies directement liées à l'eau insalubre, à un assainissement insuffisant et à de mauvaises pratiques d'hygiène. (Nations Unies, 2022)

(b) L'eau pour la prospérité

- L'eau est bien plus qu'une simple ressource naturelle ; elle peut être le fondement de la prospérité. Gérée durablement, elle peut être un moteur de croissance, favoriser le développement économique et social, stimuler la création d'emplois et renforcer la résilience des zones urbaines et rurales.
- Les secteurs économiques jouent également un rôle clé dans la gestion du stress hydrique. L'agriculture demeure le principal consommateur d'eau douce, représentant 72 % des prélèvements totaux en 2022, suivie par l'industrie (15 %) et les services (13 %).
- Il est temps de dépasser les interventions cloisonnées et de bâtir une économie résiliente face à l'eau, qui prenne en compte les besoins de tous les usagers et exploite les synergies entre eux.
- L'eau est un moteur fondamental des systèmes agroalimentaires mondiaux. Princi-

pal contributeur aux prélèvements mondiaux d'eau douce, le secteur agricole a un rôle essentiel à jouer pour garantir une gestion durable de cette ressource.

- Le déploiement à grande échelle d'innovations qui relèvent les défis liés à l'efficacité de l'utilisation de l'eau, telles que les systèmes alimentaires résilients face à l'eau et les systèmes de détection des fuites basés sur l'intelligence artificielle, peut réduire les pertes d'eau et renforcer la résilience des systèmes de gestion de l'eau.
- De récentes données de surveillance mondiale des eaux usées industrielles montrent que les utilisateurs industriels rejettent encore la majorité de leurs effluents sans traitement. Le nombre limité de pays respectant l'ODD 6.3.1, qui représentent 8 % de la population mondiale, ne traite en toute sécurité que 27 % des eaux usées industrielles. Ce déficit illustre les défis auxquels sont encore confrontés les écosystèmes et les utilisateurs d'eau en aval.
- Il existe des opportunités évidentes pour déployer à grande échelle des technologies innovantes afin de diversifier les ressources en eau grâce à la réutilisation sûre de l'eau et aux systèmes de traitement décentralisés. Les programmes de réutilisation, pour la consommation humaine et non humaine, peuvent valoriser les eaux usées traitées, créant ainsi de nouvelles chaînes de valeur pour l'eau, les nutriments et les ressources, tout en réduisant la pression sur les sources d'eau conventionnelles

(c) L'eau pour la planète

- Les solutions liées à l'eau sont essentielles pour relever les défis mondiaux liés au climat, à la biodiversité, à la désertification et à l'environnement, et pour bâtir des sociétés et des économies résilientes. L'eau étant le principal vecteur par lequel les populations subissent les changements climatiques, l'utilisation et la gestion efficace des ressource



res en eau, y compris les eaux souterraines, sont fondamentales pour l'adaptation au climat et pour gérer les risques accrus d'inondations, de sécheresses, d'élévation du niveau de la mer et d'accélération de la fonte des glaciers.

- Au cours de la dernière décennie, neuf catastrophes sur dix déclenchées par des aléas naturels étaient liées à l'eau. L'ampleur et le coût de ces catastrophes continuent de croître, entraînant des pertes et des dommages considérables pour les populations, la nature, les biens économiques et les infrastructures. Des systèmes d'alerte précoce universels, priorisant les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, sont indispensables. Par exemple, près de 95 % des pertes d'infrastructures entre 2010 et 2019 étaient liées à des catastrophes de l'eau, plus de 3 milliards de personnes ont été touchées par des sécheresses et des inondations depuis 2000, et le coût actuel des sécheresses est estimé à plus de 307 milliards de dollars par an.

Depuis 1970, 83 % des populations d'espèces d'eau douce ont diminué et 25 % des espèces de poissons d'eau douce sont menacées d'extinction. En 2024, 50 % des pays ont signalé la dégradation d'au moins un type d'écosystème lié à l'eau. La perte d'eau de surface permanente dans 364 bassins fluviaux, due à une combinaison d'activités humaines telles que l'utilisation non durable de l'eau et la conversion des terres, ainsi qu'aux sécheresses induites par les changements climatiques, a touché plus de 93 millions de personnes (Rapport ODD 2025).

La gestion intégrée des ressources en eau offre un cadre opérationnel pour équilibrer les demandes concurrentes en eau dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie et la foresterie. La gestion durable des terres et la santé des sols sont essentielles pour renforcer la résilience climatique, protéger la biodiversité, prévenir la désertification et soutenir les écosystèmes, de la

source à la mer.

- Le renforcement de la coordination intergouvernementale dans les domaines du climat, de l'eau, de la biodiversité et de la désertification peut contribuer à une action cohérente, notamment au niveau national, par le biais des contributions déterminées au niveau national (CDN), des plans nationaux d'adaptation (PNA), des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et d'autres stratégies nationales.
- Le financement demeure un défi majeur : les besoins d'investissement mondiaux se situent entre 6 700 milliards de dollars d'ici 2030 et 22 600 milliards de dollars d'ici 2050 pour atteindre les cibles de l'ODD 6. Le financement climatique lié à l'eau reste limité, représentant environ 3 % du financement climatique total. Combler ce déficit nécessitera de mobiliser des sources de financement intersectorielles et de mettre clairement en évidence les multiples co-bénéfices des investissements dans l'eau.

d) L'eau pour la coopération

- L'eau a le pouvoir d'unir et de favoriser la paix, le développement durable, l'action climatique et l'intégration régionale. Même en période de grave pénurie d'eau, la coopération en matière d'eaux de surface et souterraines a été déterminante et les pays ont démontré leur capacité à collaborer sur la base des principes du droit international de l'eau afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions mutuellement avantageuses.
- La coopération dans le domaine de l'eau génère des avantages économiques, sociaux, environnementaux et politiques, tels que l'amélioration des rendements agricoles, la production d'énergie hydroélectrique, la protection contre les inondations et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Cette coopération devrait également impliquer



les secteurs liés à l'eau, comme l'énergie, l'agriculture, la santé et l'environnement. Il est nécessaire d'intégrer l'eau aux autres secteurs selon une approche de gestion intégrée des ressources en eau.

- La coopération dans le domaine de l'eau repose sur une large participation et des partenariats multipartites, notamment avec la société civile, les populations concernées, les communautés locales, le secteur privé, les femmes et les jeunes. L'eau devrait être une priorité dans la coopération bilatérale et multilatérale à tous les niveaux.
- Les échanges scientifiques, de données et de connaissances sont essentiels pour soutenir la coopération : des investissements accrus dans les connaissances et la coopération scientifique sont nécessaires. Le renforcement de la coopération et de la gouvernance de l'eau exige un développement des capacités à tous les niveaux (international, régional, national et local) afin de parvenir à des accords et de gérer les liens intersectoriels complexes qui unissent les acteurs du secteur de l'eau.
- Les eaux transfrontalières représentent 60 % des débits d'eau douce mondiaux. Plus de 3 milliards de personnes dans le monde dépendent des ressources en eau transfrontalières. Malgré certains progrès, parmi les 153 États membres de l'ONU disposant d'eaux transfrontalières, seuls 43 ont conclu des accords opérationnels couvrant 90 % ou plus de leurs cours d'eau, lacs et aquifères partagés, et au moins 20 pays ne disposent d'aucun accord de ce type. (CEE-ONU, UNESCO et ONU-Eau, 2024. Progrès de la coopération en matière d'eaux transfrontalières : État d'avancement à mi-parcours de l'indicateur 6.5.2 des ODD, avec un accent particulier sur les changements climatiques – 2024)
- Les deux conventions mondiales des Nations Unies sur l'eau sont des outils essentiels pour soutenir une coopération fondée sur les principes fondamentaux du droit

international coutumier. Davantage de pays devraient adhérer aux conventions des Nations Unies sur l'eau et les mettre en œuvre. Les organisations de bassins fluviaux, lacustres et aquifères sont de véritables acteurs de la paix et doivent être renforcées, voire créées là où elles font défaut. Il est essentiel de consolider ces organisations et de soutenir leurs efforts en faveur d'une gestion inclusive, durable et intégrée des ressources en eau, en favorisant l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques.

La coopération en matière d'eaux souterraines accuse un retard considérable. Compte tenu de l'importance de ces eaux pour lutter contre la raréfaction croissante de l'eau et préserver la biodiversité, il est crucial de mettre en place des mécanismes de coopération ou de développer ceux existants.

La coopération doit être liée aux principales sources de financement public et mixte afin que les projets et partenariats conjoints puissent passer rapidement de la planification à la mise en œuvre.

e) L'eau dans les processus multilatéraux

- L'eau, ressource la plus précieuse de l'humanité, nous unit tous. Elle doit être au cœur de l'agenda politique mondial.
- L'eau est un élément intégrateur essentiel ; atteindre les objectifs en matière d'eau et d'assainissement a un impact sur les progrès accomplis dans tous les ODD. L'ODD 6 étant en difficulté, il est urgent d'identifier des voies de mise en œuvre efficaces. Des mécanismes de suivi et d'évaluation fondés sur des données probantes renforceront l'apprentissage et la responsabilisation dans la progression de l'agenda mondial de l'eau.
- Près de 50 ans après la première Conférence des Nations Unies sur l'eau, la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 a ravivé



l'attention mondiale et a conduit à l'adoption des mandats pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 sur l'ODD 6 et la Conférence d'examen final et complet de 2028 sur la Décennie d'action pour l'eau. Cependant, cette renaissance s'inscrit dans un contexte multilatéral instable. Le défi consiste désormais à maintenir la dynamique positive créée en 2023 et à pérenniser un dialogue et une action mondiaux significatifs sur l'eau.

- L'intégration de la question de l'eau dans les processus intergouvernementaux est une priorité croissante, comme en témoignent les Conventions de Rio (CCNUCC, CDB, CNULCD), l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) et d'autres événements internationaux. Malgré ces progrès, les enjeux liés à l'eau restent moins visibles dans d'autres processus des Nations Unies, tels que le Sommet de l'avenir, la Conférence sur le financement du développement et le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
- À cinq ans de l'échéance du Programme 2030, comment l'eau peut-elle jouer un rôle dans les processus mondiaux jusqu'en 2030 et au-delà ? Le moment est crucial pour réfléchir à l'avenir du dialogue et de l'action sur l'eau. Cette réflexion jettera les bases de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2028 et d'autres processus multilatéraux et étapes importantes jusqu'en 2030 et au-delà, comme le Pacte pour l'avenir et le Sommet sur les ODD de 2027.

f) Investissements dans le secteur de l'eau

- Le financement et les investissements dans le secteur de l'eau demeurent un défi majeur.
- Selon la Banque mondiale, le déficit mondial d'investissement dans le secteur de l'eau est estimé à 6 700 milliards de dollars américains d'ici à 2030.

- Fin 2024, seulement 8,9 % de l'aide publique au développement totale était allouée aux secteurs de l'eau et de l'assainissement, selon l'OCDE.

- Le rapport GLAAS 2024 d'ONU-Eau a révélé que seulement 25 % des pays ayant répondu disposaient de ressources humaines et financières suffisantes pour mettre pleinement en œuvre leurs plans nationaux WASH.

- Investir dans l'eau et l'assainissement ne se limite pas à l'augmentation des ressources financières ; cela implique une approche globale qui comprend des outils, des technologies, le renforcement des capacités institutionnelles, des instruments politiques et des partenariats. Ces investissements répondent non seulement aux besoins humains, mais génèrent également des avantages économiques et sociaux importants à long terme, notamment la création d'emplois, la résilience climatique et l'amélioration de la santé. La réalisation des objectifs mondiaux liés à l'eau, notamment l'ODD 6, exige un environnement favorable solide, tel que défini dans le Cadre mondial d'accélération de l'ODD 6. Cet environnement comprend non seulement un financement suffisant et accessible, mais aussi des données et des systèmes d'information désagrégés et actualisés, des technologies et des innovations de pointe, des capacités institutionnelles et humaines renforcées, ainsi qu'une gouvernance inclusive et efficace pour accélérer les progrès.

- La participation du secteur privé dans le secteur de l'eau est considérablement faible. Selon la base de données de la Banque mondiale sur la participation du secteur privé aux infrastructures (PPI), 3,2 milliards de dollars de nouveaux partenariats public-privé (PPP) dans le secteur de l'eau ont été enregistrés dans



- le monde en 2023, contre 2,7 milliards de dollars en 2022.³⁵ Toutefois, la participation du secteur privé demeure globalement modeste – estimée à moins de 2 % de l'investissement total dans le secteur de l'eau – ce qui souligne un sous-investissement persistant des capitaux privés.
- La mobilisation de modèles de financement innovants, tels que le financement mixte, le financement axé sur les résultats et les obligations liées à l'eau, peut contribuer à combler le déficit de financement. Dans un contexte de diminution de l'APD, le renforcement de la mobilisation des ressources nationales sera également essentiel pour garantir un financement durable des services d'eau et d'assainissement.
 - Tirer parti de l'innovation numérique – par exemple, l'IA, le big data et la blockchain – pour la surveillance en temps réel et la gestion prédictive de l'eau représente une opportunité.
 - Il est nécessaire d'intensifier le développement des capacités grâce à des efforts de collaboration internationale – notamment la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire – via des plateformes d'apprentissage en ligne et des centres d'excellence régionaux. Le renforcement des partenariats intersectoriels et transfrontaliers sera essentiel pour harmoniser les financements, les technologies et les compétences.

AGENDA

L'horaire	JOUR 1 - 26 janvier 2026		JOUR 2 - 27 janvier 2026	
8.00-9.00	Arrivée des participants et l'inscription		Réunions parallèles Espace de dialogue [3]	
9.00-12.30	Séance d'ouverture de haut niveau <ul style="list-style-type: none">- Arrivée des dignitaires- Cérémonie d'ouverture- Table ronde de haut niveau- Présentation : Vision de la conférence, objectifs et l'ordre du jour de la réunion- Lancement du rapport UN-Water GLAAS 2025		Tables rondes de lancement des discussions sur les six thèmes des dialogues interactifs -suite : (e) and (f) - (90 min)	
12.30-14.00	Déjeuner	Réunions parallèles Espace de dialogue [1]	ID (e) : L'eau dans les processus multilatéraux	
14.00-18.30	Tables rondes de lancement des discussions sur les six thèmes des dialogues interactifs : (a) à (d) - (90 min)		Pause-café et réseautage	
	ID (a) : L'eau pour les populations	ID (b) : L'eau pour la prospérité	ID (f) : Investissements pour l'eau	
	Pause-café et réseautage		Déjeuner	
	ID (c) : L'eau pour la planète	ID (d) : L'eau pour la coopération	Réunions parallèles Espace de dialogue [4]	
	Session interactive 1 - (60 min) <ul style="list-style-type: none">- Renforcer l'engagement multipartite, intersectoriel et intergénérationnel		Session Interactive 2 - (90 min) <ul style="list-style-type: none">- Compte rendu et réflexions sur le lancement des discussions des tables rondes autour des six thèmes de dialogues interactifs- Créer une ambition partagée pour la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2026	
18.30-19.30	Réunions parallèles Espace de dialogue [2]		Pause-café et réseautage	
			Séance de haut niveau : « Sur la route du Sénégal aux Émirats arabes unis ». <ul style="list-style-type: none">- Synthèse des résultats de la réunion- Aperçu de la feuille de route et conclusions	
			Conférence de presse	